

MONDE

SARKOZY face à la crise. Une semaine après la mobilisation syndicale et comme prévu, le président de la République, s'est adressé aux Français. Une émission de 90 minutes, selon un format traditionnel, durant laquelle Nicolas SARKOZY avait comme objectif de rassurer les inquiétudes croissantes du pays face à la crise. S'il a écarté une relance par la consommation, le Chef de l'Etat a annoncé une réflexion sur des mesures sociales qui devront être discutées avec les syndicats, le 18 février prochain.

- **les propositions de mesures sociales** : Nicolas SARKOZY a proposé de mettre 1,4 milliard d'euros au pot pour les financer, avec notamment sur la table des prochaines négociations : une meilleure indemnisation des salariés au chômage partiel ; une couverture chômage pour les personnes en fin de contrat à durée déterminée et pour les jeunes ; des mesures en faveur du « bas » de la classe moyenne (suppression de la première tranche de l'impôt sur le revenu, du deuxième tiers provisionnel dès cette année, ou augmentation des allocations familiales).

- **pas de changement de cap** : S'il a jugé normal que les Français soient inquiets, disant avoir entendu les manifestants du 29 janvier, mais également ceux qui n'avaient pas fait grève et n'avaient pas manifesté, Nicolas SARKOZY a martelé sa volonté de poursuivre les réformes, nécessaires même sans la crise. Ainsi, la réforme du lycée sera poursuivie, malgré les manifestations et la nécessité de mieux l'expliquer et de dialoguer. Le chef de l'Etat a redit que la France avait une dépense publique supérieure de 150 milliards d'euros à celle de l'Allemagne. Il veut diminuer les dépenses publiques et prendra des décisions sur l'administration territoriale, afin de diminuer le nombre d'échelons, « après les élections européennes ».

- **pas de relance par la consommation mais par l'investissement.** Pour le Président, la relance par la consommation ne peut être envisagée, la Grande-Bretagne, s'étant, à ses yeux, fourvoyée en la choisissant, même si cela peut s'expliquer par la situation économique de ce pays, où les services ont supplanté l'industrie.

- **le sauvetage des banques expliqué** : M. SARKOZY a de nouveau expliqué que les sommes dont avaient bénéficié les banques étaient un « prêt », qui rapporterait 1,4 milliard d'euros d'intérêt à l'Etat en 2009, tout en annonçant avoir demandé à la Cour des comptes de vérifier la bonne utilisation des sommes prêtées aux banques ou injectées pour leur redressement. Rappelant que les dirigeants des banques avaient accepté "volontiers" de renoncer à leurs bonus, le chef de l'Etat s'est montré réservé sur la proposition du président américain Barack OBAMA de limiter les rémunérations des chefs d'entreprises aidées par l'Etat, restant réservé sur les "règles uniformes".

- **gouvernement de la France : soutien à KOUCHNER.** Nicolas SARKOZY maintient « totalement » sa confiance à son ministre des Affaires étrangères, mis en cause dans un livre où il est accusé de conflit d'intérêts (cf. rubrique « Culture »). « M. KOUCHNER a-t-il des ennuis avec la police? M. KOUCHNER a-t-il des ennuis avec la justice? Non », a affirmé le chef de l'Etat en réponse à une question sur cette affaire. « Un monsieur fait un livre, il ne m'appartient pas de juger de la qualité de ce livre. Dans ce livre, ce monsieur dit que M. KOUCHNER n'a rien fait d'illégal et le petit système médiatique s'emballe et accuse M. KOUCHNER ». Par ailleurs, le chef de l'Etat a redit sa « confiance » à Rachida DATI, assurant qu'elle reviendrait « un jour au gouvernement », et a salué le « talent » de Rama YADE qui, contrairement à la ministre de la Justice, a refusé de se présenter aux élections européennes.

- **un 2^{ème} mandat ?** Interrogé sur le fait de savoir s'il lui restait « des doutes » quant à se représenter, le chef de l'Etat a répondu : « Oh que oui ! ». « Parce que mon métier est très difficile ». Et « Il y a encore trois ans et demi », a observé le président. « Aucun engagement, ni dans un sens ni dans un autre », a-t-il lancé. « On fait un deuxième mandat parce qu'on a la force de porter un nouveau rêve et que les gens nous font confiance », selon lui. « Ce serait extrêmement choquant que j'ai pu (prendre) une décision aussi importante alors même que je ne suis même pas à la moitié de mon premier mandat », a déclaré M. SARKOZY.

OBAMA refuse de « récompenser l'échec ». Le président américain a désigné à la vindicte publique des pratiques « honteuses » des sociétés financières et annoncé le plafonnement à 500.000 dollars de la rémunération annuelle des dirigeants des entreprises qui recevraient l'aide de l'Etat. C'est la fin des compensations massives octroyées aux patrons au moment de leur départ. Le Trésor annoncera la semaine prochaine sa stratégie pour relancer le système financier. Quant au plan pour doper l'économie, Barack OBAMA en a de nouveau défendu l'urgence et a adressé un sévère avertissement à l'opposition républicaine qui fait bloc contre ce plan de 900 milliards de dollars.

... et écoute ses partenaires. Le président américain envoie à Munich son vice-président à la tête d'une délégation d'un niveau peut-être sans précédent, à l'heure d'élaborer une nouvelle politique étrangère très attendue. Le vice-président Joe BIDEN prononcera, devant la Conférence internationale sur la sécurité, ce qu'un responsable de l'administration a décrit comme « *le premier grand discours de politique étrangère de la Maison-Blanche* ». Les objectifs : montrer que les relations avec l'Europe sont « *toujours capitales pour cette administration* », et réparer les liens dégradés avec certains pays tout en développant les relations existantes avec les autres.

Relations franco-américaines. Le ministre des Affaires étrangères, Bernard KOUCHNER, à Washington pour une « première réunion de travail » avec son homologue américaine, la secrétaire d'Etat Hillary CLINTON, qui a déjà rencontré ses homologues allemand et britannique, Frank-Walter STEINMEIER et David MILIBAND. Elle s'est également entretenue au téléphone avec son homologue russe Serguei LAVROV, convenant d'améliorer les relations entre leurs pays respectifs.

Le satellite iranien inquiète. Téhéran a annoncé avoir placé en orbite un satellite à l'aide de sa fusée Safir-2, qui servira aux télécommunications et à la recherche scientifique. Le département d'Etat des Etats-Unis s'est déclaré « *très préoccupé* ». La France s'est déclarée « *inquiète* » car la technologie employée est « *très similaire* » à celle des missiles balistiques.

Afghanistan. L'élection présidentielle, qui devait avoir lieu ce printemps, a finalement été reportée au 20 août pour des raisons d'organisation et de sécurité.

La Russie et ses voisins. Un nouveau pacte ? En tout cas, elle va créer avec ses voisins des forces armées collectives.

Proche-Orient : une trêve fragile. Le mouvement islamique s'est dit favorable à une trêve d'un an avec Israël en échange de la levée du blocus imposé à la bande de Gaza et de l'ouverture de tous les points de passage à Gaza. L'émissaire américain pour le Proche-Orient, George MITCHELL, et Bernard KOUCHNER sont convenus à Paris de la priorité à donner au maintien de la trêve, qui apparaît de plus en plus fragile. La France a le projet de reconstruire l'hôpital al-Quds de Gaza, bombardé en janvier par Israël, ont annoncé le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud ABBAS, et Bernard KOUCHNER.

Unité canadienne. Le président de la République, Nicolas SARKOZY, a de nouveau marqué son soutien à l'unité canadienne, rompant avec la politique traditionnelle de la France à l'égard du Québec. « *Ni-indifférence ni-ingérence qui a été la règle pendant des années, honnêtement ce n'est pas trop mon truc* », a lancé M. SARKOZY en remettant les insignes de Commandeur de la Légion d'honneur au Premier ministre québécois Jean CHAREST.

EUROPE

Un bataillon allemand dans l'est de la France. Accord de principe entre Paris et Berlin dans le cadre de la brigade franco-allemande. « *C'est la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale qu'une unité allemande constituée sera amenée à tenir garnison en France* », a souligné le général Christian BAPTISTE, porte-parole adjoint du ministère de la Défense. La brigade franco-allemande (BFA) a été créée en 1989 et compte plus de 5.000 hommes.

Nucléaire suédois. On continue. Stockholm est revenu sur la décision de fermer le parc nucléaire d'ici 30 ans. On remplacera les réacteurs existants lorsqu'ils auront atteint leur limite d'exploitation économique. Le nucléaire représente près de 50% de la production d'électricité de la Suède.

Prochain sommet Union européenne-Russie. Les 21 et 22 mai, dans une ville russe. Les modalités restent encore à définir.

Réunion des pays européens du G20. En Allemagne le 22 février, pour préparer le sommet du 2 avril à Londres. Pas de réunion parallèle de l'Eurogroupe.

AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

Madagascar : Andry RAJOELINA en difficulté. Le maire de la capitale, destitué par le pouvoir quelques heures après avoir déclaré à ses partisans qu'il annoncerait samedi son propre gouvernement, peine à mobiliser ses partisans. Et la Haute Cour constitutionnelle s'est déclarée incompétente sur sa demande de déchéance du président RAVALOMANA.

Le roi des rois élus. Le chef de l'Etat libyen, M. KADHAFI, a été élu pour un an à la tête de l'Union africaine (UA), lors du 12^{ème} sommet de l'organisation à Addis-Abeba (Ethiopie). Plusieurs dirigeants africains se sont inquiétés de la volonté de celui qui se fait désormais appeler « *roi des rois traditionnels d'Afrique* » de créer des « *Etats-Unis d'Afrique* ». Il a été élu pour des questions d'équilibre politique entre les différentes régions africaines. Après l'Afrique de l'Ouest, il revenait à l'Afrique du Nord de prendre les rênes de l'UA. Or M. KADHAFI était le seul représentant régional présent à Addis-Abeba.

Pour quelques dollars de trop. Un responsable du Hamas empêché de quitter l'Egypte. Aymane TAHA, Membre de la délégation pour les entretiens sur la trêve avec Israël, a été bloqué au terminal frontalier de Rajah. Motif : il était en possession de 9 millions de dollars et de 2 millions d'euros

« **J'ai foiré** ». Aveu de Barack OBAMA, qui fait son mea culpa dans une interview à CNN, au sujet de l'affaire qui a culminé avec le retrait, coup sur coup, de deux membres de son équipe : Tom DASCHLE, nommé secrétaire à la santé, et Nancy KILLEFER, choisie pour instaurer la rigueur dans les dépenses fédérales, tous deux pris dans des démêlés fiscaux.

Le secrétaire au Commerce est républicain. C'est Judd GREGG, sénateur. Barack OBAMA a demandé sa confirmation rapide par le Sénat. M. GREGG a posé comme condition pour accepter le poste qu'il soit remplacé au Sénat par un membre de son parti.

L'Amérique latine manque d'air. En dépit de mesures parfois radicales, comme l'interdiction à Bogota de circuler en véhicule deux jours par semaine, les grandes métropoles d'Amérique latine (où 77% de la population est urbaine) sont victimes de la pollution et du trafic. « *Les villes les plus problématiques sont Mexico et Sao Paulo* », avec respectivement 20 et 17,5 millions d'habitants, juge la Banque interaméricaine de développement. Les plus pauvres sont les plus touchés.

POLITIQUE INTÉRIEURE

1.000 projets pour la relance. François Fillon a détaillé le plan de relance, qui doit injecter 26 mds dans l'économie pour tenter de stimuler l'activité et l'emploi alors que la crise provoque une envolée du chômage. En présence d'une dizaine de ses ministres, qui l'avaient accompagné pour ce comité interministériel (CI ACT) très médiatisé, le chef du gouvernement a assuré que « *partout en France, va s'enclencher un mouvement pour dynamiser l'activité nationale* ». Rappelons la répartition des 26 milliards : 11 milliards pour améliorer la trésorerie des entreprises ; 11 milliards d'euros d'opérations financées directement par le budget de l'Etat ; 4 milliards d'investissements réalisés par les grandes entreprises publiques pour moderniser et développer les infrastructures ferroviaires, énergétiques et les services postaux.

Les universités grondent. La ministre de l'Enseignement supérieur, Valérie PECRESSE, a pourtant écarté toute idée d'un retrait du décret réformant le statut des enseignants-chercheurs, s'en remettant aux présidents d'université pour apaiser la fronde. Dans le même temps, la mobilisation monte dans les universités.

HIRSCH relance le volontariat civique. Le Haut-commissaire aux Solidarités actives contre la pauvreté et à la Jeunesse confirme que le gouvernement mettra en place un Service civique, sur la base du volontariat. Ce futur Service civique s'inspirera de l'actuel Service civil, qu'accomplissent actuellement quelque 2.500 jeunes de 18 à 25 ans pendant 6 à 9 mois, rémunérés entre 600 et 650 euros par mois, auprès de jeunes des quartiers, de personnes âgées, ou engagés dans des projets liés à l'environnement. 4 objectifs : répondre « *au désir d'engagement de la jeunesse* », aux « *besoins exprimés par la société et qui ne sont pas aujourd'hui comblés* », « *décloisonner* » et « *permettre que le passage par le service civique soit reconnu et valorisé* ».

Régionales 2010 UMP. Parmi les membres du gouvernement qui devraient être chefs de file, 4 seraient les seuls candidats pour mener les listes de leur parti, et devraient échapper à des primaires : Xavier DARCOS, en Aquitaine, Roselyne BACHELOT, dans les Pays-de-la-Loire, Bruno LE MAIRE, en Haute-Normandie, et Alain JOYANDET, en Franche-Comté. En Ile-de-France, comme prévu, deux

autres ministres s'affronteront : Valérie PECRESSE et Roger KAROUTCHI. Par ailleurs, Hervé NOVELLI est candidat face à l'ancien ministre Serge LEPELTIER. Les militants UMP départageront les candidats par un vote sur Internet, qui se tiendra du 16 au 22 mars.

Les Socialistes et l'Europe. Présentation prochainement d'un « manifeste » dans lequel ils surmontent leurs divisions passées sur la Constitution européenne. Annonce de la Première secrétaire du PS Martine AUBRY. Dans ce texte « *inspiré du manifeste du Parti socialiste européen* », le PS dira « *que le Traité de Lisbonne est une première étape que nous souhaitons dépasser* ».

Européennes

Candidatures MoDem. Le MoDem réunira ce dimanche une conférence nationale, qui ratifiera les candidatures et lancera la campagne électorale. François BAYROU ne sera pas lui-même candidat mais dans lequel il compte fortement s'impliquer. A noter parmi les chefs de file : l'ancien ministre Corinne LEPAGE, Robert ROCHEFORT, directeur du CREDOC, et Sylvie GOULARD, président du Mouvement européen France. En 2004, l'UDF avait recueilli 11,95% des suffrages, envoyant 11 élus à Strasbourg.

Candidatures PS. La 1^{ère} réunion de la Commission électorale du PS en vue des élections européennes de juin a acté les règles pour le choix des candidats, notamment le principe de non-cumul des mandats. La rencontre au siège du PS, présidée par la Première secrétaire, Mme Martine AUBRY, avec la participation des minoritaires proches de Mme Ségolène ROYAL, s'est déroulée dans « *une ambiance détendue* », selon des participants. Le dépôt des candidatures, commencé lundi dernier, était prévu jusqu'à ce vendredi. Une centaine de candidatures sont déjà parvenues à la direction. Les listes seront établies par les fédérations et devront être avalisées le 28 février par un Conseil national (Parlement du parti) avant d'être soumises au vote des adhérents le 12 mars.

Sondage. Nicolas SARKOZY a perdu six points d'opinions positives en un mois, à 41%, tandis que le François FILLON en a perdu 4, à 49 %, devenant négatif pour la 1^{ère} fois depuis son arrivée à Matignon, dans le baromètre Ifop pour ParisMatch, réalisé le jour et le lendemain de la grande mobilisation sociale. Pour TNS Sofres Logica pour Le Figaro magazine, la cote de confiance du président de la République est en baisse de 4 points en un mois, à 37%, et celle du Premier ministre, également de quatre à 38 %.

PARLEMENT

Assemblée nationale

Logement. Les députés ont voté la réforme du « 1% logement ». Selon le texte adopté, 850 millions supplémentaires par an seront versés à l'Etat, de 2009 à 2011, pour financer à hauteur de 320 millions l'Agence nationale de rénovation urbaine (Anru), de 480 millions l'Agence nationale de l'habitat (Anah) et de 50 millions la rénovation des quartiers anciens dégradés.

Règlement intérieur... ou interne ? L'ordre du jour partagé entrera en vigueur, comme prévu, à partir du 1^{er} mars, a annoncé le président Bernard ACCOYER. Conséquence de la réforme constitutionnelle, l'ordre du jour partagé entre le gouvernement et le Parlement est « *un symbole de la nouvelle gestion du temps parlementaire que nous aurons à mettre en œuvre à travers la prochaine réforme du Règlement de l'Assemblée* », a rappelé M. ACCOYER. Dans ce contexte, le groupe SRC a participé à la séance de questions au gouvernement, mettant fin au boycott qu'il observait depuis le 21 janvier pour exiger des « *garanties sur les conditions de reprise du dialogue sur les droits du Parlement* ». Avant de poser sa question au gouvernement, chaque député socialiste avait déclaré dans l'hémicycle : « *Vous voulez bâillonner nos débats. Notre temps de parole c'est la voix des Français. Vous ne nous ferez jamais taire !* ».

Sénat

Recours. Le groupe PS a décidé de déposer un recours auprès du Conseil constitutionnel contre le plan de relance de 26 milliards d'euros adopté par le Parlement.

Loi sur l'audiovisuel (fin). Les décisions de la Commission mixte paritaire (CMP) ont été entérinées par le vote des sénateurs. 17 voix contre.

CONSEIL DES MINISTRES

Projets de loi. Développement et modernisation des services touristiques. / Approbation de l'accord de coopération administrative pour la lutte contre le travail illégal et le respect du droit social en cas de

circulation transfrontalière de travailleurs et de services avec les Pays-Bas. / Approbation du protocole relatif aux services aériens avec Bahreïn. /

Communications. Un an de mise en œuvre du plan Alzheimer. / L'auto-entrepreneur. Le régime de l'auto-entrepreneur, institué par la loi du 4 août 2008 de modernisation de l'économie et entré en vigueur le 1er janvier 2009, suscite un grand intérêt : 40 000 personnes physiques se sont inscrites dans ce régime à la date du 4 février. Ce dispositif novateur limite au strict minimum les formalités et les coûts liés à la création d'entreprise, afin d'encourager ceux qui ont une idée ou un projet à se lancer dans l'aventure entrepreneuriale.

Points en discussion. Perspectives économiques conjoncturelles.

ÉCONOMIE - DÉFENSE

La Cour fait les comptes français. Selon le rapport annuel de la Cour des comptes, la dette, qui dépassait 1.200 milliards d'euros fin 2007, a atteint 3,2% du PIB. Son président, Philippe Séguin, a averti que la France est moins bien armée pour résister à la récession que lors de la crise de 1993. La dette publique représente aujourd'hui 50.000 euros par Français ayant un emploi.

Déficit du commerce extérieur français : 55,7 milliards d'euros en 2008, battant largement le record de 40,5 milliards établi en 2007, annoncent les Douanes.

45.000 chômeurs en plus inscrits à l'ANPE en décembre. Sur les onze premiers mois de 2008, le nombre d'inscrits à l'ANPE en catégorie 1 a augmenté de 171.200. Les exportations ont augmenté à 409,6 milliards d'euros (contre 401,3 en 2007), et les importations ont encore plus nettement augmenté à 465,3 milliards d'euros (contre 442).

Explosion du chômage en Espagne. 198.838 emplois ont été détruits en janvier, portant le chômage à 3,3 millions de personnes.

Australie : un plan de relance de 26 milliards de dollars a été lancé.

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Le passeport biométrique pour les Français de l'étranger.

Où ? Le ministère des Affaires étrangères et européennes commence à recevoir les premières demandes de passeport biométrique qui ont été déposées auprès du Consulat général à Bruxelles, poste pilote depuis le 20 janvier. Après Bruxelles, 10 autres postes pourront recevoir les demandes de passeport biométrique début février : Amman, Bangkok, Casablanca, Dakar, Istanbul, La Paz, Pékin, Pondichéry, Port au Prince et San Francisco.

Quand ? Ce dispositif sera élargi à l'ensemble des ambassades et consulats entre le 15 avril et le 28 juin 2009, date limite fixée par le règlement européen.

Comment ? Nos compatriotes doivent effectuer deux démarches : lors du dépôt de la demande, afin de recueillir leurs empreintes, et lors de la remise du passeport afin que soit vérifiée la concordance des empreintes avec celles figurant dans la puce électronique. Selon le communiqué, le Département étudie « *les moyens de limiter les déplacements pour les Français qui résident parfois loin d'une ambassade ou d'un consulat général* ».

Révocation d'un ancien consul général à Dubaï. Robert JONGERYCK a été révoqué du ministère des Affaires étrangères pour une gestion de visas illicite et une implication présumée dans un projet immobilier douteux. Les faits reprochés à cet agent, qui incluent « *de graves défaillances de gestion* », « *ont conduit le ministère à déposer plainte devant le procureur de la République* ».

Présidence du Sénat : le chargé des affaires étrangères. Il s'agit de François GAUTIER. Il fut premier secrétaire à l'ambassade de France à Kinshasa (2000-2003), chargé de mission à la direction de la stratégie du ministère de la Défense (2003-2004). Responsable de dossiers à la direction d'Afrique et de l'Océan indien du Quai d'Orsay (2004-2007), puis chargé de mission pour l'Afrique et les questions de développement au Centre d'analyse et de prévision (janvier-juillet 2007), il fut chef du cabinet de Jean-Marie BOCKEL (2007-2008), puis d'Alain JOYANDET au secrétariat d'Etat chargé de la Coopération et de la Francophonie (mars-août 2008). François GAUTIER était, depuis septembre dernier, affecté au service du protocole du ministère des Affaires étrangères et européennes.

SANTÉ – SOCIÉTÉ

Mort loin de l'échafaud. Aribert HEIM, criminel nazi très recherché, est mort en 1992 à l'âge de 78 ans en Egypte où il s'est caché près de vingt ans.

Le Vatican demande à Richard Williamson de se rétracter. L'évêque niant la Shoah doit faire son mea culpa avant d'être réintégré dans l'Eglise catholique, a annoncé le Vatican.

Le prix de la tempête. Entre 1 et 1,4 milliard d'euros aux assureurs, selon l'évaluation de la Fédération française des sociétés d'assurances. Le nombre de sinistres est estimé entre 400.000 et 600.000.

Sans Domicile Fixe... ou Fiable. 3,5 millions de personnes non ou mal logées en 2009, dont 100.000 SDF, selon la Fondation Abbé-Pierre, soit 300.000 de plus qu'il y a un an. 6,5 millions seraient en situation de fragilité.

Parité ménagère. Selon une enquête Ipsos, la répartition des tâches ménagères entre hommes et femmes en France reste la même depuis vingt ans. Les femmes en assurent toujours les deux tiers.

Les jeunes fument moins, mais boivent plus. L'usage de tabac et de cannabis recule, selon l'enquête Espad 2007. En revanche, la consommation d'alcool augmente nettement depuis 1999.

CULTURE – NOUVELLES TECHNOLOGIES

« **Le monde selon K** ». Attaque virulente contre l'une des personnalités politiques les plus populaires de France, le livre de Pierre PEAN, paru cette semaine, défend la thèse que les sociétés gérées par les proches de Bernard KOUCHNER, et pour lesquelles il avait travaillé, ont recouvré des sommes d'argent après son entrée en fonction au Quai d'Orsay, le 18 mai 2007. Le journaliste affirme également que les activités de Bernard KOUCHNER au Congo et au Gabon se sont télescopées avec le fonctionnement de la diplomatie française. La polémique enfle. (cf la réaction de N. SARKOZY p.1)

Chère licence téléphonique. Le Secrétaire d'Etat à l'Industrie a fixé le cout de la 4^{ème} licence de téléphonie mobile à 206 millions d'euros. « Free », principal candidat, est prêt à payer cette somme.

CARNET

Sports

Handball : victoire des « Experts ». La France, déjà championne olympique et championne d'Europe, devient championne du monde en battant la Croatie 24 à 19.

Michel DESJOYEUX bis. Le skipper français est devenu le premier homme à remporter deux fois le Vendée Globe, le tour du monde en solitaire. Nouveau record en 84 jours, 3 heures, et 9 minutes de mer, à la vitesse de 12,3 nœuds.

Distinction

Notre Collègue **John Mc COLL** a été nommé dans l'Ordre d'Australie, en recevant « The Order of Australia Medal ». « Pour services rendus à la communauté par la promotion et le développement des relations entre l'Australie et la France dans les domaines de la culture, de l'économie et de l'enseignement ». Avec les vives félicitations d'Infos Hebdo.

Nominations

Gérard ERRERA, actuel Secrétaire général du Quai d'Orsay, atteint par la limite d'âge, va quitter son poste. L'ambassadeur de France devrait reprendre un grand groupe international.

Pierre SELLAL fait figure de favori pour le remplacer comme Secrétaire général du MAE.

Philippe ZELLER, ambassadeur en Indonésie et au Timor-Est, sera le premier représentant de la France auprès du secrétariat de l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est-Asea.

Henriette MARTINEZ, députée (UMP) des Hautes-Alpes, a été nommée parlementaire en mission auprès de Alain JOYANDET, secrétaire d'Etat chargé de la Coopération et de la Francophonie.

INFOS Hebdo. Copyright : Robert del PICCHIA. **Editeur** : le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité** : l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication.
Tel : +33 1 42 34 26 87. **Fax** : +33 1 42 34 42 08. **Mail** : r.delpicchia@senat.fr